

La surproduction d'électricité continue de tirer les prix de gros vers le bas

ÉNERGIE

La consommation d'électricité a frêmi en France au premier semestre, mais l'écart se creuse avec la production excédentaire, selon RTE.

Amélie Laurin

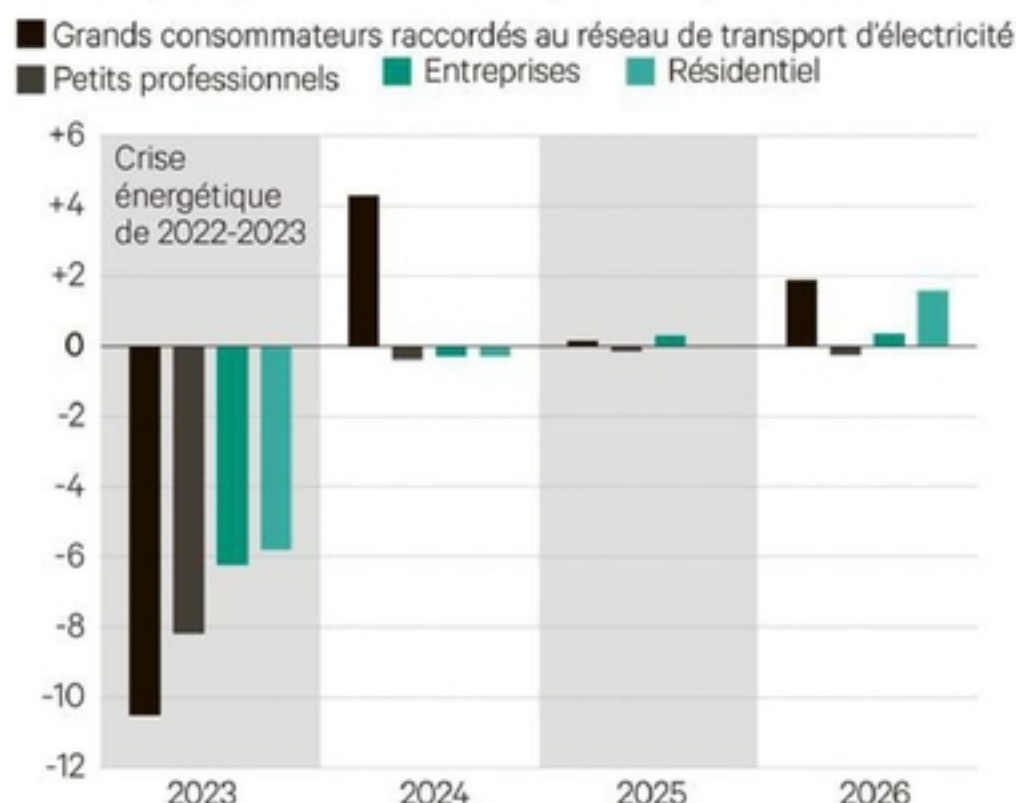
La situation peut sembler paradoxale. La production d'électricité (284 TWh) a de nouveau largement dépassé la demande (230 TWh) dans l'Hexagone au premier semestre, avec un écart sans cesse croissant, a annoncé jeudi RTE, le gestionnaire des lignes à haute tension. Mais ce déséquilibre entre offre et demande ne va pas profiter aux consommateurs.

Le tarif réglementé de l'électricité, appelé tarif bleu chez EDF, doit augmenter de 2,5 % TTC en moyenne le 1^{er} août, selon la proposition dévoilée jeudi par la Commission de régulation de l'énergie. Cette revalorisation, soumise à l'accord du gouvernement, résulte principalement d'une réforme du mécanisme de capacité (la rémunération versée aux exploitants de centrales en échange de leur disponibilité), et d'une hausse du tarif d'acheminement de l'électricité (Turpe), qui constitue environ un tiers de la facture des ménages et des petites entreprises. La fiscalité pesant pour un tiers également, le prix des électrons pèse finalement assez peu sur la facture des Français.

En revanche, du côté des marchés de gros sur lesquels s'approvisionnent les fournisseurs d'énergie et les grands industriels, l'abondance de l'électricité tricolore nucléaire et renouvelable (hydraulique, solaire et éolien) tire les prix

Le premier semestre 2026 enregistre une légère reprise de la consommation énergétique

Variation par rapport au S1 de l'année précédente, en %



vers le bas. Le prix des contrats à terme pour livraison en 2027, qui représente l'essentiel des volumes achetés, a reculé de 10,6 euros le MWh sur un an et atteint en moyenne 54 euros le MWh. Contre 89 euros en Allemagne et 101 euros en Italie. Plus dépendants des centrales à gaz, ces pays sont affectés par la répercussion de la guerre en Iran. « Cela illustre un découplage du prix français par rapport à nos voisins », a souligné Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances de RTE, lors d'un point presse. Seule l'Espagne – autre pays au mix électrique très décarboné grâce aux renouvelables et au nucléaire – fait mieux à 49,8 euros.

Sur le segment spot, qui illustre l'équilibre quotidien entre offre et

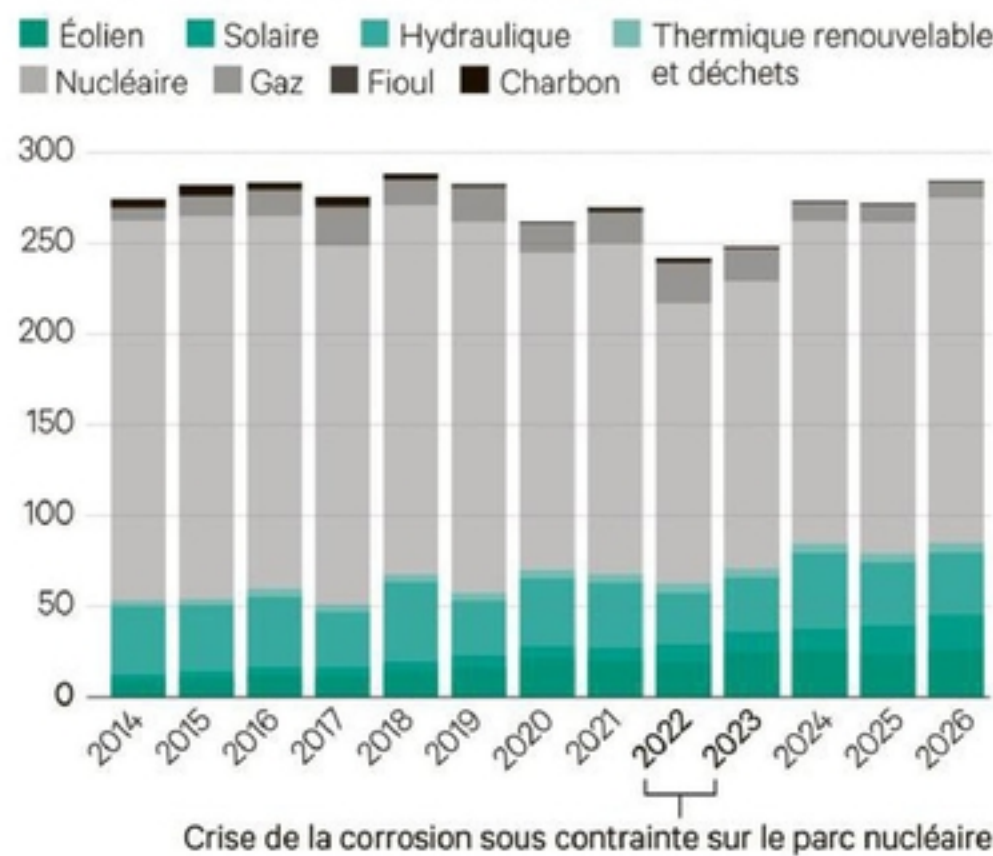
demande, la volatilité s'est accentuée en France. Un nouveau record de prix négatifs a été atteint en volume et en valeur (avec un plancher à -498 euros le 1^{er} mai), notamment lors des pics de production solaire à la mi-journée.

Pour flexibiliser le système, des expérimentations sont en cours pour décaler une partie de la consommation, tandis que les fermes solaires et éoliennes adaptent davantage leur production aux besoins, sous le coup de nouvelles obligations réglementaires. Mais le parc nucléaire a moins modulé à la baisse au premier semestre.

La faute à RTE ? Le gestionnaire impose à EDF de maintenir la production de certains réacteurs pour stabiliser la tension du réseau électrique... perturbé par l'intermit-

L'éolien et le solaire gagnent du terrain dans la production électrique en France

Production au premier semestre, en térawattheures



Crise de la corrosion sous contrainte sur le parc nucléaire

« LES ECHOS » / SOURCE : RTE

tence des énergies renouvelables. Cette contrainte a seulement un « léger effet » sur la disponibilité du parc nucléaire, qui a augmenté globalement, et « la modulation est décidée sur des critères économiques par l'exploitant », fait valoir Thomas Veyrenc.

Record d'exportations

Conséquence du décalage croissant entre offre et demande, les prix ont été négatifs durant 407 heures, soit 10 % du temps au premier semestre, sur la Bourse de l'électricité au jour le jour. Cela place la France en deuxième position derrière l'Espagne (628 heures), alors que le phénomène a reculé en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Mais il est trop tôt pour en tirer des conclusions, estime RTE.

L'Espagne est aussi le seul pays à avoir un solde d'échange d'électricité à l'équilibre avec l'Hexagone, vers lequel elle a exporté 1 TWh d'électricité à fin juin. La France a quant à elle battu un nouveau record d'exportations vers ses voisins en leur vendant, en net, 51 TWh : 18 % de la production est partie vers l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne.

RTE réfute l'idée du Rassemblement national d'une électricité « bradée ». Les ventes hors des frontières ont rapporté 3 milliards d'euros aux producteurs tricolores. S'y ajoute, pour RTE, la moitié des recettes d'interconnexion partagées entre pays voisins et évaluées à environ 2,7 milliards. La quote-part touchée par le gestionnaire français revient

in fine au consommateur, via une baisse du Turpe, pointe RTE. Cette balance commerciale favorable constitue un lot de consolation face aux importations de pétrole et de gaz, qui se chiffrent en dizaines de milliards d'euros. Elle reflète aussi l'atonie persistante de la consommation d'électricité en France. Elle reste inférieure de 5,7 % au niveau d'avant-Covid. RTE note « des signes de très légère reprise » au premier semestre, avec une hausse de 1 % sur un an, grâce au secteur résidentiel et aux grands industriels. En crise ces dernières années, la sidérurgie et la chimie ont « probablement » profité de l'arrêt de sites concurrents dans le golfe Persique, en raison de la guerre au Moyen-Orient.

« Discussions sur l'interprétation »

Le signe d'un tournant ? « On peut avoir des discussions sur l'interprétation » de la hausse de la consommation, prévient Thomas Veyrenc. « La pérennisation de cette légère hausse [...] n'est pas encore acquise et ne permet pas à ce stade de conclure quant à l'engagement d'une véritable inflexion de la consommation d'électricité pour atteindre les objectifs publics », prévient RTE.

Le gouvernement veut porter la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie de 27 % à 38 % en 2035. Il mise notamment sur l'essor des véhicules électriques, dont les immatriculations ont bondi de 42 % au premier semestre, à 149.000 environ, sur fond de hausse des prix à la pompe. Et sur le remplacement des vieilles chaudières par des pompes à chaleur, dont les ventes sont aussi reparties à la hausse. La France mise enfin sur les besoins croissants des data centers. « On a amplement le nombre de projets pour l'électrification, maintenant il faut concrétiser », conclut Thomas Veyrenc. ■